

L'industrie européenne des semi-conducteurs est en danger ! Les syndicats européens lancent un appel pour une stratégie industrielle intégrée.

L'industrie des semi-conducteurs produit les « puces » qui font fonctionner les ordinateurs, les téléphones mobiles, et tous les équipements électroniques des automobiles, avions, réseaux de télécommunications, etc... En Europe, le secteur emploie environ 95 000 salariés. Les principales entreprises présentes sur le continent sont STMicroelectronics, NXP, Infineon, Intel et Global Foundries.

Le secteur des semi-conducteurs en Europe est dans une impasse stratégique. Alors que les outils numériques se sont diffusés en masse dans les télécommunications, les activités tertiaires, les médias, les loisirs, et qu'ils sont amenés à bouleverser à leur tour les processus industriels (concept « Industrie 4.0 »), les réseaux domestiques, l'automobile, les soins de santé, l'industrie européenne des semi-conducteurs abandonne le développement des technologies numériques qui sont au fondement de cette révolution.

Son déclin récent, et celui à venir, se lisent en quelques chiffres. L'Union Européenne représente certes encore 15% des dépenses mondiales de R&D du secteur (souvent sur fond publics), mais seulement 12% des marchés d'application, 8% de la production et 5% des investissements. Les dépenses publiques sont en Europe, mais l'emploi, et surtout l'emploi d'avenir, est ailleurs (Chine - RPC et Taïwan, États-Unis d'Amérique, Corée du Sud).

Les syndicats européens de l'industrie des semi-conducteurs, réunis sous l'égide d'industriAll European Trade Union à Bruxelles le vendredi 20 novembre 2015, ont évalué cette situation. Ils ont identifié les phénomènes suivants comme tout particulièrement pertinents pour comprendre le combien la situation est critique :

- Pour être rentables, et assurer des emplois pérennes, les entreprises doivent saturer leur capacité de production avec de forts volumes
- L'Europe a perdu son principal marché de volume : les téléphones mobiles
- L'absence d'investissement dans les usines européennes de semi-conducteurs menace la possibilité d'y fabriquer les prochaines générations de produits.

Cette situation est grave, mais pas irréversible. Une politique industrielle et normative intégrée, à l'échelle de l'Union Européenne, peut et doit mener à un renouveau de l'industrie des semi-conducteurs - et des TIC - en Europe.

Les atouts ne manquent pas. La R&D européenne conserve des savoir-faire techniques de pointe, dans des laboratoires de premier plan (Institut Fraunhofer de Dresde, CEA-Léti à Grenoble, Imec à Louvain). La présence en Europe de clients industriels exigeants (automobile, construction mécanique, aéronautique, défense, cartes à puce, médical, infrastructures de réseaux télécoms, multimédia...) ouvre des perspectives d'intégration en aval.

De surcroît, une opportunité majeure apparaît: l'Internet des Objets, avec la promesse de l'interconnexion de dizaines de milliards d'objets industriels.

Pour saisir cette opportunité, industriAll Europe, par la voix de son Secrétaire Général Adjoint Luc Triangle, et ses affiliés « appellent les industriels européens et les autorités publiques à définir ensemble une stratégie industrielle intégrée. Cette stratégie sera au bénéfice de l'industrie

européenne des semi-conducteurs et des TIC (électronique et logiciel), mais aussi et surtout au bénéfice de l'industrie européenne toute entière. IndustriAll Europe veut par là soutenir la contribution positive, par la qualité et par les fonctionnalités, qu'apporte l'intégration de TIC à l'offre produit des industriels européens, et donc à l'emploi de qualité dans toute l'industrie ».

Cette stratégie industrielle intégrée devrait définir:

- le(s) marché(s) d'application prioritaire(s) pour l'Internet des Objets où l'industrie européenne veut établir sa prépondérance
- dans ce(s) marché(s) d'application, les domaines où de nouvelles normes doivent être établies
- une discussion ouverte et transparente sur les principes guidant le partage, le long de la filière et entre États Membres de l'Union, de la valeur ajoutée et de l'emploi ainsi créés.

En générant de forts volumes, prévisibles et rentables, cette stratégie justifierait la construction, sur le sol européen, d'usines avancées de production en volume de semi-conducteurs numériques.

La définition de cette stratégie rassemblerait par exemple les organismes de recherche technologique dans les semi-conducteurs, les concepteurs et fabricants de semi-conducteurs, les industriels de marchés d'application, les autorités publiques des Régions et États-Membres concernés, ainsi que de l'Union Européenne, qui jouerait alors pleinement son rôle de coordinateur des efforts et de facilitateur du développement industriel. Bien évidemment, les syndicats des entreprises et secteurs concernés, à l'échelle nationale et européenne, devraient participer à cette définition.

« IndustriAll Europe, et ses affiliés, sont prêts à, et désireux de, participer à ces travaux de concertation », conclut Luc Triangle, Secrétaire Général Adjoint d'industriAll Europe. « Notre responsabilité de syndicalistes européens est de transformer positivement le paysage industriel européen, pour l'emploi de qualité, par l'investissement, la création de valeur ajoutée et l'innovation en Europe. Nous apporterons notre contribution concrète à ce processus. »

STMicroelectronics, qui fut et le potentiel pour rester le fleuron de la microélectronique européenne, navigue à vue. Les syndicats européens demandent un plan stratégique pour fin janvier 2016.

STMicroelectronics était la 5^{ème} entreprise mondiale de la microélectronique en 2005. Elle a quitté le marché des mémoires en 2007, puis a failli dans le projet ST Ericsson. Elle sortira du tableau des 10 premières en 2015, après avoir enregistré une baisse constante de son chiffre d'affaires : -28% depuis 2010, dans un contexte de marché pourtant dynamique et porteur. Sans stratégie produit, sans capacité à renouveler son offre ou ses clients, malgré une base technologique qui reste de qualité, l'entreprise accumule les plans successifs de réduction de coûts et d'effectifs, sans tracer d'autre perspective à ses salariés qu'une spirale descendante d'échecs et de démotivation.

Pour les syndicats européens de STMicroelectronics, réunis lors de cette même réunion de concertation syndicale à Bruxelles le 20 novembre 2015, ce court-termisme financier, où l'actionnaire est grassement nourri, à raison de 350 MEUR/an, en réduisant l'investissement et en

consommant le capital humain et technologique de l'entreprise, est une impasse mortelle. Ils demandent à ce que les dirigeants de STMicroelectronics présentent un plan industriel cohérent et ambitieux, d'ici à fin janvier 2016, s'appuyant sur l'investissement, la recherche et l'innovation, sur les compétences existantes, et sur celles à intégrer par des embauches de jeunes, sur les marchés existants et les opportunités de développement futur. En l'absence d'un tel plan, les actionnaires publics de l'entreprise représentant à eux deux 27% du capital, les États français et italien, doivent prendre leurs responsabilités.